

Arrêté n° PCICP2025203-0001

de mise en demeure à l'encontre de la société SOUFFLET AGRICULTURE
située sur le territoire de la commune de FONTAINE-MÂCON

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le règlement REACH (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil, notamment son article 37.5 ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-8, L. 521-17 et L. 521-18 ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE, préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 07-3642 du 10 octobre 2007 autorisant l'exploitation du site SOUFFLET AGRICULTURE à FONTAINE-MÂCON ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées établi à la suite de la visite d'inspection du 27 mars 2025 ;

VU le courrier recommandé de l'inspection des installations classées avec accusé de réception du 23 avril 2025, transmettant le rapport susvisé, auquel est annexé le projet d'arrêté de mise en demeure ;

VU le projet d'arrêté de mise en demeure porté à la connaissance du demandeur le 23 avril 2025 ;

VU le courrier de l'exploitant du 30 avril 2025 demandant la non mise en œuvre du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure ;

CONSIDÉRANT que les déchets sont absents de l'état des stocks ;

CONSIDÉRANT que l'état des stocks de consommables (cartons, ...) doit être mis à jour a minima chaque semaine et doit être exprimé dans des unités représentatives (kg, t ou m³) ;

CONSIDÉRANT que l'état des stocks synthétique est à créer et le plan de localisation des risques doit être précisé ;

CONSIDÉRANT que l'accessibilité à l'état des stocks doit être améliorée afin de disposer, en cas d'urgence, d'un seul état des matières stockées incluant l'ensemble des quantités de substances dangereuses, de produits combustibles, de produits incombustibles, de déchets ;

CONSIDÉRANT que, par sondage, il a été identifié des problématiques d'incompatibilité de produits parmi des produits associés à une même rétention ;

CONSIDÉRANT que la consigne de stockage/magasinage référencée 499PW203 Version 2 ne contient pas de prise en compte des incompatibilités entre produits ;

CONSIDÉRANT que les dispositions du plan d'opérations internes permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, telles que prescrites au point i) de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, sont à compléter au regard de la mise à jour à venir des substances stockées, de leurs produits de décomposition à justifier et à hiérarchiser, des contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.), de l'organisation et du délai nécessaire aux analyses ;

CONSIDÉRANT que les dispositions du plan d'opérations internes relatives aux moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur, telles que prescrites au point j) de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, sont absentes ;

CONSIDÉRANT que, face à ces non-conformités, il convient de faire application des dispositions du point I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions auxquelles il a contrevenu afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les préconisations des fiches de données de sécurité (FDS) ne sont pas mises en œuvre au regard des incompatibilités entre substances, hormis pour les produits inflammables ou à toxicité aigüe ;

CONSIDÉRANT que, face à cette non-conformité, il convient de faire application des dispositions l'article L. 521-17 du code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions auxquelles il a contrevenu afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure

La société SOUFFLET AGRICULTURE, dont le siège social est situé Quai du Général Sarrail – 10400 NOGENT-SUR-SEINE, est mise en demeure pour les installations qu'elle exploite, RD68 – 10400 FONTAINE-MÂCON de respecter les prescriptions suivantes :

Article 1.1 : Au titre du point I de l'article L.178-1 du code de l'environnement

Art.	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de délais
1.1.1	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	3 mois
1.1.2	Gestion des incompatibilités dans les rétentions	Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article 7.7.4 alinéa 1	6 mois
1.1.3	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 (partiel)	6 mois
1.1.4	Mise à jour du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe V	6 mois

Article 1.2 : Au titre de l'article L.521-17 du code de l'environnement

Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de délais
Mise en œuvre des préconisations des FDS	Règlement européen (CE) n°1907/2006 du 18/12/2006, article 37.5 a)	6 mois

Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions et mesures administratives prévues aux articles L. 171- 8 et L.521-18 du code de l'environnement.

Article 3 : Notification et publication

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société SOUFFLET AGRICULTURE.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la sous-préfète de NOGENT-SUR-SEINE et à la procureure de la République du tribunal judiciaire de Troyes.

Troyes, le **22 JUIL. 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Mathieu ORSI

Délais et voies de recours :

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification pour le demandeur ou de sa publication pour les tiers intéressés, d'un recours auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, soit par voie postale à l'adresse suivante : 25, rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE – soit par voie de téléprocédure, sur l'application télérecours (www.telerecours.fr).